

Protocole d'accord

AUDIOVISUEL

DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (28 avril 2005)

AVENANT N° 1 DU 15 NOVEMBRE 2007

PORTANT PROROGATION DES ACCORDS DU 28 AVRIL 2005 ET DU 7 JUIN 2007

NOR : ASET0850199M

PRÉAMBULE

En application de l'article L. 934-2 du code du travail, les partenaires sociaux se sont réunis pour négocier la définition des objectifs et priorités de formation que prennent en compte les entreprises dans le cadre du droit individuel à la formation et ont décidé de modifier comme suit le protocole du 28 avril 2005.

Article 1^{er}

Le protocole d'accord du 28 avril 2005 est reconduit pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2008, à l'exception des dispositions relatives aux actions de formation prioritaires.

Article 2

Les actions de formation pouvant être réalisées prioritairement dans le cadre du DIF et financées par l'OPCA de branche dans le respect des plafonds de financement fixés par l'accord du 17 janvier 2005 sont les suivantes :

- les actions de formation aux métiers spécifiques de l'audiovisuel, y compris celles liées à l'évolution des technologies ;
- la pratique à finalité professionnelle d'une langue vivante, les formations à l'utilisation des logiciels bureautiques, PAO et multimédia ;
- les actions de mise à niveau ou de perfectionnement dans les savoirs de base, aptitude à la rédaction, la lecture, le calcul ;

- les formations à l'expression écrite et orale ;
- les formations à la transmission des connaissances (formation de formateurs) ;
- les formations diplômantes qui ne relèvent pas du congé individuel de formation (telles les formations du CNAM en cours du soir ou certaines formations du centre national d'enseignement à distance) ;
- les actions de formation préconisées par le jury lors d'une VAE.

Celles, parmi les actions ci-dessus, qui font appel en tout ou partie à la formation assistée par ordinateur (e-learning) sont autorisées.

Ces actions de formation prioritaires peuvent être précisées et hiérarchisées par accord d'entreprise.

Les parties signataires s'accordent pour déléguer à la CPNEF de l'audiovisuel la mission d'examiner chaque année la liste de ces formations prioritaires et de définir les ajustements qui lui paraîtraient nécessaires, en fonction notamment des informations reçues de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications et des sections professionnelles de la CPNEF-AV.

Article 3

Cet avenant s'applique à toutes les formations réalisées dans le cadre du DIF et prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 4

Les signataires demandent l'extension du présent avenant conformément à l'article L. 133-8 du code du travail à l'ensemble des employeurs des branches définies dans le champ d'application du protocole du 28 avril 2005.

Fait à Paris, le 15 novembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

AFPF ;
 FICAM ;
 SEPP ;
 SNTF ;
 STP ;
 USPA.

Syndicats de salariés :

FASAP-FO ;
FTILAC-CFDT ;
FNSAC-CGT ;
Fédération des médias CFE-CGC : Médias 2000 ;
Fédération de la communication CFTC ;
USNA-CFTC ;
SNPCA CFE-CGC ;
SNRT-CGT ;
SNJ-CGT ;
SNJ ;
SNFORT.